



«La Suisse a besoin d'un nouvel ordre monétaire»

Pierre-Alexandre Sallier

Ce site utilise des cookies pour l'analyse, ainsi pour que les contenus et les publicités personnalisés. En continuant à naviguer sur ce site, vous acceptez cette utilisation. En savoir plus

Les Suisses sont-ils des enfants gâtés?

Un octogénaire meurt dans les flammes à Allschwil BL

Avec ou sans l'adoption de «Monnaie pleine», ce débat, longtemps confisqué, va devenir politique, avertit le financier Michaël Malquarti. © (Tribune de Genève) «La Suisse a besoin d'un nouvel ordre monétaire»

Comme tombée du ciel, une question étrangement baptisée «Monnaie Pleine», sera posée aux citoyens dans dix jours. Sont-ils favorables à la mise en place d'un système monétaire alternatif? Hors-sol, le sujet semble à des années-lumière des préoccupations de la population. Erreur, nous sommes tous concernés par une question longtemps confisqués par des économistes flirtant avec le scientisme – alors qu'elle reste intimement politique – affirme Michaël Malquarti, auteur d'un récent ouvrage* appelant à un «nouvel ordre monétaire». S'il dit regretter le «radicalisme» de l'initiative proposée au vote, ce docteur en physique officiant aujourd'hui pour la société financière Quaero Capital révèle l'urgence du débat.

Pourquoi devrait-on se sentir soudain appelé à partir en croisade contre le système monétaire?

Depuis la crise financière de 2008, partout en Europe, on observe que les banques centrales peinent à combattre le chômage, la principale préoccupation de la population. Ces institutions ont injecté des quantités astronomiques de liquidités dans le système d'octroi de crédit, mais pour quels résultats sur le front du travail? Même si en Suisse le problème du chômage n'a rien à voir avec celui frappant la jeunesse espagnole, il n'en règne pas moins un sentiment de précarité de l'emploi. Si l'on ajoute le fait que les États ont dû sauver des banques pour éviter un effondrement du système, il me paraît normal qu'on discute de ce sujet. L'initiative «Monnaie Pleine» s'inscrit dans ce débat. Quel que soit l'accueil que lui réserveront les Suisses, la nécessité de réforme restera entière. La politique menée par la Banque nationale suisse pour combattre le franc fort, et donc éviter des pertes d'emplois, a généré une certaine perplexité dans tous les partis. À mon avis, beaucoup d'élus sont ouverts à l'idée d'une réforme.

«Ce n'est pas évident de faire adopter un changement aussi profond»

Bon, vous êtes donc favorable à cette «Monnaie Pleine»?

Non. Ses partisans ont pour mérite de mettre ce débat sur la place publique. Mais je regrette qu'il soit apparu sous la forme d'un OVNI trop radical, censé porter la voix du peuple contre des élites financières agissant dans l'ombre. Ce n'est pas évident de faire adopter un changement aussi profond. Alors, il faut y aller pas à pas, dans le dialogue, avec un minimum de support du Parlement pour régler les détails, cruciaux.

«Ce n'est en rien le libéralisme ou la finance qui sont en cause!»

Vous ne prônez pas la révolution mais vous dites que la façon dont les banques centrales opèrent doit être repensée... sacré bouleversement!



Plutôt qu'un big bang, j'appelle à engager une réflexion pour réformer le système. À l'écart de toute considération partisane, cet engagement vise à supprimer des contraintes que nos sociétés se sont elles-mêmes imposées... et qui ne lui sont pas nécessaires. Ce n'est en rien le libéralisme ou la finance qui sont en cause ici! Mais le système qui a été échafaudé depuis un demi-siècle pour structurer notre économie et qui nous contraint de créer de la monnaie uniquement via le crédit bancaire. Résultat, la seule façon de stimuler l'activité – et, in fine, l'emploi – est de doper l'octroi de prêts par les banques, censé financer l'investissement. Alors que dans un pays comme la Suisse, 75% de la demande provient de la consommation – privée ou publique – et non de l'investissement. Alors que ces crédits bancaires restent globalement hors de portée de PME fournissant des secteurs des services ou à fort capital humain, alors qu'elles emploient une part croissante de la population. Résultat, ce crédit ne finance qu'une toute petite partie de l'économie. Mais comme on fait tout pour le favoriser, il finit par déborder et sert au rachat de bien existants, ce que les partisans de «Monnaie Pleine» qualifient de «spéculation».

Notre système monétaire dont la complexité et la finesse font la fierté des économistes est donc lui-même source d'instabilité?

Oui. En Suisse l'endettement privé, lié à l'immobilier, est très élevé et aujourd'hui cette source d'instabilité ne peut être freinée qu'en coupant les crédits, y compris ceux à destination des activités productives, ou en restreignant notre liberté. Pour les partisans de l'initiative «Monnaie Pleine», l'autre menace est celle qui pèserait sur les dépôts des épargnants en cas de crise. À mes yeux, ce risque est cependant limité. Et puis, focaliser la Suisse sur une possible panique bancaire – à laquelle aucune des cinq dernières générations n'a été confrontée – ne me paraît pas l'appel le plus mobilisateur...

«Un pouvoir d'achat créé par la puissance publique, distribué aux ménages»

Tout va mal. Personne ne le sait. Il y a un plan B?

La question ce n'est pas d'interdire le crédit bancaire, qui doit être disponible en fonction des besoins de l'économie. La question est de savoir si la Banque nationale ne doit pas avoir un deuxième levier de commande à disposition, pour stimuler l'économie et inciter à la création d'emplois. Ce deuxième levier – que les tenants de la « Monnaie Pleine», eux, voudraient voir devenir le seul – consiste à créer également de la monnaie souveraine, ou « pleine», frappée par les États. C'est un pouvoir d'achat créé par la puissance publique, qui peut, par exemple, être distribué aux ménages. Ce qui permet de stimuler l'activité – sans créer de dettes. La Banque nationale aurait alors deux moyens de contrôle. L'un indirect et traditionnel, via la fixation du niveau des taux d'intérêt, l'autre branché directement à la consommation.

«la Suisse peut être pionnière...»

Faisable?

Oui car j'ai proposé une solution concrète et minimaliste. Il faudrait modifier la loi sur la BNS et celle sur l'unité monétaire et les moyens de paiements. Mais vous ne changez rien au fait que la monnaie que l'on s'échange continue de prendre la forme actuelle des dépôts bancaires, contrairement à ce que proposent les tenants de l'initiative. Du même coup vous réglez les réticences – compréhensibles – face à une attaque frontale du système. En distribuant jusqu'à quelques centaines de francs mensuels par habitant, vous obtenez un outil permettant de piloter l'économie de façon bien plus fine que le seul curseur des taux d'intérêt, dont les effets prennent des mois. Et je pense que la Suisse peut être pionnière...

«Il faut oser dire que ces questions sont politiques»



La politique doit donc mettre les doigts dans l'horlogerie monétaire, faisant fi de tous les appels à préserver son « indépendance »?

Il faut oser dire que ces questions sont politiques. Qui doit créer l'argent que l'on nous verse sous forme de salaire? Comment rendre le travail plus largement disponible? Ces questions concernent tout le monde. Le problème reste que nous vivons à une époque dominée par la technocratie dans laquelle « politique » est devenu un gros mot. La Banque nationale, de son côté, répète continuellement qu'elle est une institution « neutre ». Selon moi, le pouvoir exécutif qu'elle détient l'amène à faire des choix qui sont, au contraire, hautement politiques. Ce n'est pas un mal. Et cela ne remet pas en cause son indépendance, pas plus que celle du Tribunal fédéral n'est contestée par le fait que sont révélées les préférences politiques des hauts magistrats.

* « Pour un nouvel ordre monétaire », Michaël Malquarti, 2018, Editions Slatkine, 216 p.